

Notes de lecture 19

novembre 2013

Les « Notes de lecture » sont une publication aperiodique.

Vers un nouvel ordre du monde

Gérard Chaliand, avec la collaboration de **Michel Jan**

(Seuil, avril 2013, 299pages, 20 €)

(Notes de lecture de J-P Allétru)

Ce qui s'esquisse sous nos yeux annonce le début de la fin de l'hégémonie absolue exercée par l'Occident depuis quelque trois siècles.

Envisagée dans le temps long, la domination exercée par l'Europe et, plus récemment, par les Etats-Unis, ne doit-elle pas être regardée comme le fruit de l'expansion, impériale à l'échelle asiatique et africaine, principalement liée à la révolution industrielle et à la croissance démographique qui caractérisent l'Europe du XIX^e siècle ?

Cet ouvrage s'efforce, à l'heure de son déclin relatif, de décrire l'impact de l'Occident sur le reste du monde durant les deux derniers siècles, et de faire mieux comprendre, sur la durée, le flux et le reflux de sa puissance politique, économique et démographique. Avec ses ombres et ses lumières, l'Europe a imprimé un choc salutaire sur bien des sociétés et a même constitué, pendant un moment, un modèle sans concurrent. Elle a fourni aux autres, bon gré mal gré, les clés et les armes pour qu'ils se libèrent de sa propre domination. En effet, les valeurs universelles dont se réclame l'Occident, et qu'il ne défend pas toujours sans hypocrisie, restent liées à l'éminente dignité de la personne et au droit à la liberté de conscience, à l'égalité devant la loi, au droit de demander des comptes aux élus auxquels est délégué, pour une période donnée, un pouvoir limité par les institutions. Sans oublier le droit à la révolte en cas de violation du contrat social, et le droit au bonheur. Ces valeurs méritent toujours d'être proposées au monde et d'être défendues.

La crise actuelle vient, au premier chef, du retour de ceux qui s'étaient laissé distancer par les avancées de l'Occident à partir du XVIII^e siècle.

Le premier chapitre, **la première mondialisation et ses suites**, brosse à grands traits l'évolution du monde, de l'expansion musulmane, du VIII^e siècle au XV^e siècle, à l'impérialisme européen, qui commence avec la découverte de l'Amérique, et se poursuit jusqu'au XX^e siècle. La courte hégémonie européenne sur l'ensemble du monde asiatique et africain a disparu au terme de la Seconde Guerre mondiale (dans la plupart des cas, la pleine mainmise territoriale et l'administration coloniale n'auront même pas duré trois quarts de siècle).

1979 marque un grand tournant.

Deng Xiaoping engage la Chine vers une économie de marché contrôlée par l'Etat. Khomeyni instaure en Iran l'islamisme politique (chiite), provoquant l'hostilité de l'Arabie Saoudite, défenseur d'un sunnisme militant, et de l'Irak de Saddam Hussein, qui entre en guerre contre l'Iran (avec le soutien des Occidentaux et des pays arabes). 1979 est aussi l'année de la seconde crise pétrolière, et de l'intervention soviétique en Afghanistan (les Etats-Unis soutiennent alors le plus islamiste des mouvements de la résistance afghane, de même que les mouvements djihadistes internationaux tels que celui du Saoudien Oussama Ben Laden...).

L'année suivante Reagan accède à la présidence des Etats-Unis, et Thatcher devient Premier ministre.

Le mur de Berlin s'effondre en 1989, l'URSS en 1992. Les Etats-Unis sont alors à leur apogée.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un très sensible **changement d'équilibre démographique** s'opère. L'Europe (Russie comprise) qui représentait 20 % de la population mondiale en 1900, n'en représente plus que 10 % en 2000, dépassée par l'Afrique (6 % en 1900, 14 % en 2000 - 24 % prévus en 2050) et l'Amérique latine (5% en 1900, 9,2 % en 2000). La part de l'Asie reste stable (54 % en 1900, 58 % en 2000, 55 % prévus en 2050). A l'horizon 2050, et probablement avant, le Bureau des renseignements américain projette que la population non blanche représentera 47 % de la population globale. Le fait que le président des Etats-Unis ne soit pas « blanc » est d'une importance considérable. Cela aurait été inenvisageable il y a trente ans.

Le **vieillessement**, particulièrement en Europe, sera à l'origine de tensions sociales et économiques. Il faudra faire face à la décroissance démographique des pays anciennement industriels et à la poussée démographique de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud. Aucun continent ne pourra accueillir le surplus migratoire de la croissance démographique africaine. La rapide croissance démographique du Bangladesh, du Pakistan, voire de

l'Inde, ne pourra qu'accroître des inégalités difficilement soutenables à l'heure du développement des communications.

Les Etats-Unis en crise

Après les années 1990 prospères (mais où les inégalités et le déficit de la balance commerciale s'accroissent), survient le traumatisme du 11 septembre 2001. Les Etats-Unis se lancent dans une expédition punitive en Afghanistan, où ils vont s'enliser, puis dans le projet d'« imposer la démocratie au Grand Moyen-Orient », en commençant d'abord par abattre le régime de Saddam Hussein. Fin 2011, ils laissent l'Irak aux mains d'un autocrate, Nouri al-Maliki. L'objectif affiché, poser les fondements d'un Etat de droit, n'a pas été atteint. Nous assistons en Afghanistan à la dernière guerre irrégulière, menée au sol, par des troupes occidentales mobilisées en nombre. Tout indique que l'Afghanistan se dirige vers une guerre civile dans laquelle le Pakistan va continuer de soutenir les talibans, et l'Inde ceux qui sont opposés à ces derniers.

La crise des *subprimes* sanctionne la faillite du modèle de la dérégulation débridée. L'endettement des Etats-Unis atteint 14 700 milliards de dollars en 2011, et devrait avoisiner les 20 000 milliards en 2015.

Les néo-conservateurs, comme les fondamentalistes du marché ont précipité le déclin relatif des Etats-Unis, qui se sont vainement accrochés à leur façon de vivre, fondée sur la surconsommation, et ont négligé des pans essentiels de l'économie : infrastructures vétustes, éducation médiocre hors des universités d'élite.

La crise financière et économique a frappé au moment même où la Chine passait au second rang des puissances du monde, obligeant les Etats-Unis à réorienter leur stratégie vers l'Asie/Pacifique.

Quand l'Europe atteint la cote d'alerte

L'unique chance de l'Europe de peser dans le monde de demain est liée à une plus grande intégration des Etats qui la composent. Il n'y a pas d'autre choix, et notamment en France, si l'on veut relancer l'économie bridée par l'endettement et le chômage, que de créer les conditions d'une plus grande compétitivité, de donner la priorité aux investissements productifs, aux infrastructures, et de réduire les dépenses de l'Etat, tout en misant sur l'éducation et la recherche.

Il faut bien comprendre, en effet, que ceux que l'on appelle les « émergents » ne se contentent plus d'être l'atelier à bas prix du monde développé, ils investissent dans l'éducation, la recherche, les technologies de pointe.

L'Europe est toujours le marché le plus important du monde et peut, sur le terrain des technologies de pointe, conserver son rang. Mais il va aussi falloir, dans de nombreux secteurs, réapprendre à se battre. Le temps des vaches grasses est terminé depuis bientôt 35 ans. Certains pays d'Europe, comme ceux de Scandinavie, en ont tenu compte. Nous ne sommes pas de ceux-là. Il est grand temps que nous nous y mettions.

Les pays émergents

La contribution des BRIICS (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine, Afrique du Sud), largement dominée par le poids de la Chine, se situe autour de 35 % en parts de production mondiale. Ces Etats ont peu d'intérêts politiques communs à long terme, si ce n'est de prétendre modifier un système international fondé par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

La Russie tire 69 % de ses bénéfices commerciaux des hydrocarbures, auxquels il faut ajouter 6 % par les minerais et l'or, soit 75 % grâce à des ressources naturelles. La compétitivité et l'obligation de se moderniser sont donc un des défis majeurs auxquels devront faire face le pays et la société.

Le PIB du **Brésil** se situe en 2010 au 7^{ème} rang mondial, juste après celui de la Grande Bretagne. Le Brésil s'impose comme puissance agricole, énergétique et minière, mais il a encore beaucoup à faire pour réduire ses déficiences structurelles.

Au 9^{ème} ou 10^{ème} rang de l'économie mondiale, **l'Inde** se tient loin derrière la Chine, dont le PIB est le triple du sien et qui exporte quatre fois plus de marchandises. L'économie est ralentie par certaines règles trop contraignantes et par la corruption qui mine l'appareil d'Etat. La bureaucratie est tatillonne, inefficace - et de surcroît pléthorique. L'infrastructure, le réseau routier notamment, est vétuste. La moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté.

Le Pakistan ne fait évidemment pas partie des pays émergents, mais son pouvoir de nuisance est important.

Héritière de l'empire ottoman, qui connut une exceptionnelle grandeur du milieu du XV^{ème} siècle à la fin du XVI^e, **la Turquie** a connu avec Mustapha Kemal une modernisation rapide : le code civil suisse remplace la charia (1926), l'alphabet latin est imposé (1928), le droit de vote et d'éligibilité est accordé aux femmes dès

1934 (onze ans avant la France), la laïcité est instaurée. La population avoisine les 80 millions d'habitants. La Turquie est désormais un Etat semi-démocratique à tradition despotique (il y a davantage de journalistes incarcérés en Turquie qu'en Chine). Le pouvoir est aux mains de l'AKP, qui s'appuie sur une bourgeoisie d'entrepreneurs anatoliens aux mœurs conservatrices, mais soucieuse de développement économique.

Les négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne se sont ouvertes en 2005. Mais l'inclusion de 80 millions de musulmans, dont la représentation à Bruxelles serait équivalente à celle de l'Allemagne, pose problème. On peut légitimement s'inquiéter de l'entrée d'un partenaire aussi imposant sur le plan démographique. Un Européen sur six serait turc (un sur cinq à l'horizon 2025...). Il est vain de débattre sur la géographie de l'Europe. C'est culturellement, à ses élites urbaines près, que la Turquie n'est pas plus européenne que le Maroc. On peut, en revanche, légitimement arguer du fait que la démographie turque est susceptible de corriger le déficit à venir de l'Europe et rajeunir celle-ci, que l'économie turque est plus dynamique que celle de la Roumanie et de la Bulgarie –qu'on s'est pourtant empressé de faire entrer en Europe, en dépit du fait que ni l'une ni l'autre en remplissaient les conditions requises pour cela. Si la Turquie devient un jour un membre de l'Union, il s'agira d'un choix politique –et non sentimental. Dans la perspective d'une montée en puissance de la Chine, il est raisonnable, pour les Etats-Unis au premier chef, mais aussi pour l'Europe, de considérer que les intérêts des Occidentaux et ceux de la Turquie sont du même bord.

Le monde arabe

Les Arabes ne représentent qu'une minorité de 300 millions d'individus, dans l'ensemble du monde musulman qui compte 1,2 milliard de personnes, dont la très grande majorité connaît des conditions économiques difficiles (tandis que 30 millions jouissent d'un PIB annuel par habitant compris entre 50 000 et 100 000 dollars – Arabie Saoudite, Qatar, Emirats arabes unis). Par rapport aux deux autres grandes civilisations non occidentales (la Chine et l'Inde), le monde musulman, à quelques exceptions près (Turquie, Indonésie, Malaisie), n'a que trop perdu de temps. Le djihadisme d'Al-Qaïda a constitué une impasse politique qui a contribué à geler le changement plutôt que le favoriser. Le terrorisme demeure un phénomène mineur et frappe surtout les esprits et les volontés. Le changement majeur dans le monde arabe réside surtout dans la montée en puissance des Frères musulmans. Plus radicaux mais moins nombreux, les mouvements salafistes représentent aussi un important groupe de pression. Le monde arabe a grand besoin d'une révolution intellectuelle, comme celle qu'a connue l'Europe au XVIII^{ème} siècle.

La Chine

Pour Liu Xiaobo, prix Nobel et prisonnier politique, la philosophie confucéenne a eu des effets désastreux sur toute l'histoire politique de la Chine. « Quel prix exorbitant le peuple chinois a-t-il dû payer pour un tel penseur [Confucius] devenu leur sage et leur exemple pendant deux mille ans ? Je crains que la mentalité d'esclave du peuple chinois ne vienne entièrement de là. La plus grande tragédie de l'histoire de la culture chinoise ne fut pas l'épisode fameux de l'élimination des livres et des lettrés décidée par le premier empereur Qin (- 259, - 210), mais le bannissement de toutes les écoles de pensée et la seule vénération du confucianisme imposés par l'empereur Wu [des Han]. »

La Chine, tirant le meilleur parti de son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, ignorant ou contournant les règles établies et imposant les siennes, devint le plus grand bénéficiaire de la mondialisation, au détriment d'autres pays membres. Tout en favorisant en priorité leurs propres intérêts géostratégiques, les Chinois ont largement conduit de nombreux pays industrialisés en pleine crise à oublier les leurs au nom d'urgences économiques, financières ou sociales exigeant des retombées à court terme. Et si les dirigeants chinois ne sont pas les seuls responsables de la crise mondiale, ils y ont largement participé, avec la complicité de leurs partenaires étrangers.

La Chine développe considérablement ses forces militaires, au point que, selon l'International Institute of Strategic Studies de Londres, si la tendance actuelle se poursuit, la Chine parviendra à la parité militaire avec les Etats-Unis dans quinze ou vingt ans. Depuis 2010, elle a redoublé d'agressivité dans les limites de ses moyens actuels : en mer de Chine du Sud, envers le Japon, les Philippines, le Viêt-nam, et elle a soutenu les interventions armées de son voisin nord-coréen. A tel point que le président Obama annonça la nouvelle stratégie américaine à partir de 2011, avec un repositionnement des forces dans la zone Asie-Pacifique.

La Chine est, par ailleurs, le plus grand détenteur de bons du Trésor américain (1170 milliards fin 2012, sur un total de 5500 milliards détenus par des investisseurs étrangers, ce dernier montant représentant environ un quart du total de la dette américaine).

La croissance de la Chine reste encore très déséquilibrée, insoutenable sur le long terme, et menacée par des facteurs environnementaux, démographiques et sociaux qui peuvent considérablement entraver son futur développement.

De quelques facteurs qui pèseront demain sur l'équilibre du monde

La croissance démographique s'est ralentie, sauf en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

L'idéologie du XIX^e siècle qui a le mieux traversé le XX^e tout en conservant sa dynamique paraît bien être le nationalisme, souvent véhiculé aujourd'hui sous un masque religieux.

Les acteurs non étatiques se sont multipliés, au premier rang desquels les réseaux de la drogue, beaucoup plus importants dans leurs effets que le phénomène terroriste.

L'économie de marché, en dépit de ses crises, a démontré son dynamisme et sa capacité d'adaptation. Mais pour tempérer ses excès ou ses défaillances, l'Etat restera un agent indispensable.

La pauvreté a plutôt reculé, bien que la situation en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud reste d'une extrême précarité.

Les femmes joueront un rôle de plus en plus grand dans les affaires du monde.

Il aura fallu du temps pour que les problèmes écologiques commencent à retenir l'attention des Etats et des opinions publiques. Les temps changent sur ce plan aussi.

Les derniers propos de l'auteur susciteront la controverse:

« Pour ce qui concerne la France, afin de regagner de la compétitivité, on sait que les réformes nécessaires, envisagées depuis longtemps, font consensus, sur le papier, auprès des politiques : réduction des dépenses du secteur public, réforme de l'Etat, réforme de la législation du travail et, par la suite, allongement de l'âge du départ à la retraite et de la durée du travail. Elles ne seront sans doute qu'à demi entreprises, tant la résistance au changement de la population et des syndicats est forte depuis plusieurs décennies, et le personnel politique pusillanime, prisonnier des pesanteurs et tenant obstinément à être réélu. Dans ces conditions, la France n'occupera pas longtemps le cinquième rang dans l'économie mondiale.

A moins que l'on n'assiste à l'émergence improbable d'une Europe aux institutions plus fédératrices, il nous faudra beaucoup de détermination pour figurer parmi mes dix premiers d'ici 2020. »

[Manque à cette analyse le constat que les ressources de la planète sont limitées, et que la course à la consommation entraîne l'humanité dans une impasse.

Plutôt que de s'accrocher à un « rang » mesuré par le PIB, ne vaut-il pas mieux viser l'excellence en matière de développement humain, montrer la voie d'un art de vivre en harmonie avec l'environnement, et préférer la coopération à la compétition ? JPA]